

de le canaliser dans des directions positives et prévisibles. La conclusion à retenir pour ce qui concerne le travail de l'Assemblée générale, c'est que le développement économique et l'adaptation ordonnée à sa dynamique du changement sont des composantes essentielles de la paix et de la sécurité.

Ainsi, je répète qu'il ne saurait y avoir de sécurité véritable ou durable dans le monde tant que la pauvreté et l'injustice économique seront répandues à l'échelle mondiale. De plus en plus, nous reconnaissons l'interdépendance économique des nations, ce qui reflète à la fois une réalité économique et une approche particulière des problèmes. Notre interdépendance est donc le signe d'une évolution des rapports internationaux et une réaction à la dynamique du changement accéléré.

Le dialogue Nord-Sud a une dimension politique, qui transparaît d'ailleurs dans la plupart des crises mondiales. Et tout comme nous devons accepter l'évolution au niveau de nos relations économiques, et rejeter l'intervention et la subordination économiques, de même nous rejetons les composantes politique et militaire de ce modèle périmé. Tout comme nous renforcerons les instruments dont nous disposons à l'échelle internationale pour promouvoir et canaliser le changement économique, de même nous continuons à consolider nos méthodes et nos moyens en vue de la promotion de la paix et de la justice sociale et politique dans le monde.

Monsieur le Président, un survol de la situation géopolitique pourra servir à illustrer mes propos.

Où remarque-t-on la preuve la plus probante de la résistance au changement que dans l'insulte perpétuelle que représente l'*apartheid* en Afrique du Sud pour quiconque se préoccupe de la dignité humaine? On me dit que le changement s'amorce, qu'il ne faut pas troubler le processus. Mais de quel processus parle-t-on, Monsieur le Président? Quels sont ces changements? Une minorité de Blancs maintient toujours sa domination totale sur une majorité de Noirs par le biais d'une société et d'un système répressifs ancrés dans la suprématie raciste. Cette situation n'est pas acceptable, sous quelque forme que ce soit; elle ne le sera jamais. L'Afrique du Sud doit reconnaître l'inévitabilité du changement.

Monsieur le Président, nous souhaitons à nouveau la bienvenue au Zimbabwe en cette enceinte. Nous applaudissons aux changements que symbolise la présence de ce pays parmi nous.

Nous comptons réserver le même accueil aux représentants de la Namibie à l'Assemblée générale, quand celle-ci deviendra un État membre. Après plus de trois ans d'efforts intenses de la part des Nations Unies, Monsieur le Président, le règlement qu'appelait la résolution 435 est maintenant à notre portée. Les arrangements techniques ont été mis au point. Il ne manque que l'engagement de l'Afrique du Sud. A l'heure actuelle, la conjoncture en vue d'un règlement final et pacifique est prometteuse. Si elle n'est pas entretenue, la situation ne pourra cependant que se détériorer. Une équipe de représentants du Secrétaire général doit rencontrer sous peu les représentants de l'Afrique du Sud pour chercher à débayer le chemin. Les conséquences seront graves si la résistance au changement se maintient.